

## Le Bélarus face à la haine occidentale



[Source : Le Courrier]

[Photo : urbanisme à Minsk, la capitale biélorusse. M. GERBER]

[Voir aussi : 22 Juin 2021, Loukachenko au Fort de Brest : Appel à la Résistance populaire antifasciste]

« Alexandre Loukachenko est taxé de dictateur depuis vingt-cinq ans, soit depuis qu'il a envoyé paître le FMI et la Banque mondiale. » Pour Marcel Gerber, bon connaisseur du Bélarus, le petit pays européen est voué aux gémonies occidentales du fait qu'il est le seul État issu de l'ex-URSS à « n'avoir pas été « démocratisé » par un passage brutal au capitalisme ».

« L'évolution du Belarus a été loin de plaire aux puissances occidentales comme les États-Unis ou l'Union européenne, qui espèrent toujours mettre la main sur les richesses du pays »

Marcel Gerber

Par MARCEL GERBER

La nuit du 8 décembre 1991, trois personnes sont réunies dans une datcha perdue de la forêt biélorusse. Ce sont Boris Eltsine, président de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, Stanislav Chouchkievitch, président de la République socialiste soviétique de Biélorussie, et Leonid Kravtchouk, président de la République socialiste soviétique d'Ukraine. A la fin d'une soirée bien arrosée, les trois protagonistes décident démocratiquement, par trois voix sans opposition, de mettre fin à l'existence de l'URSS, malgré le vote récent de la population soviétique du 17 mars 1991, laquelle a voté à 78% le maintien de l'URSS avec 80% de participation. La Biélorussie, une des quinze républiques formant l'URSS, devient pour la première fois de son histoire un pays réellement indépendant. Anciennement agricole, le pays était devenu la partie la plus développée de l'URSS sur les plans agro-alimentaire, de la métallurgie, de la chimie, de la production de machines et de véhicules utilitaires, avec un niveau éducatif élevé. Pays plat, couvert de forêts et sans grandes ressources naturelles, il était aussi largement dépendant des échanges avec

les autres républiques soviétiques.

La suite est connue. La « nomenklatura » corrompue des autres ex-républiques soviétiques, les organisations mafieuses et les prédateurs occidentaux se partagèrent l'essentiel des richesses créées par l'ensemble des citoyens, entraînant une grande baisse de la production et une chute du niveau de vie. Ce qui explique que la nostalgie de l'URSS est largement présente dans ces pays.

## Itinéraire d'un « dictateur »

L'actuel président biélorusse Alexandre Loukachenko est né le 30 août 1954. Après sa scolarité, il étudie à la faculté d'histoire de l'Institut pédagogique de Moguilev, dont il est diplômé en 1975. Il adhère au Parti communiste en 1979. Il obtient un diplôme de l'Académie agricole de Biélorussie en 1985. Il prend en 1987 la direction d'une ferme collective jusqu'en juin 1993. En 1990, Alexandre Loukachenko se lance en politique et est élu député au Parlement de la République soviétique biélorusse. Il crée au sein de celui-ci un groupe intitulé « Communistes pour la démocratie », proposant une décentralisation du pouvoir et une plus grande autonomie de la Biélorussie par rapport aux dirigeants moscovites. Après la fin de l'URSS, Alexandre Loukachenko s'oppose publiquement à l'évolution capitaliste du pays. Il est élu en 1993 président du Comité anti-corruption du Parlement biélorusse, un emploi à plein temps. La lutte qu'il mène alors contre la corruption et les privilèges des dirigeants « historiques » accusés de détournements lui assure une grande popularité.

En 1994 a lieu la première élection présidentielle du nouvel Etat, avec six candidats, dont les hommes au pouvoir depuis l'époque soviétique. Alexandre Loukachenko est candidat avec un programme de conservation des principaux acquis issus du pouvoir soviétique – la santé, l'éducation, le plein-emploi, les services sociaux, la propriété étatique des grandes entreprises et de la terre. Il arrive en tête du premier tour avec 45% des voix et remporte le second tour avec plus de 80%. A 40 ans, il est le premier président élu démocratiquement du nouvel Etat biélorusse.

Président avec des pouvoirs limités face à l'ancien appareil d'Etat hostile au programme pour lequel il est élu, Alexandre Loukachenko propose en 1996 une nouvelle Constitution renforçant les pouvoirs présidentiels. Elle est approuvée par 70% des votants avec une participation de plus de 80%. Le pays s'appelle dorénavant République du Belarus et a un nouveau drapeau rouge et vert. Alexandre Loukachenko applique alors avec autorité et détermination le programme pour lequel il a été élu, soit la réalisation d'un « socialisme de marché » qui permet l'existence d'une économie privée, avec cependant des limitations empêchant la création d'une couche de grands capitalistes.

Par cette politique la nouvelle République du Belarus a été sortie en quelques années du marasme et est devenue rapidement un pays développé à tous points de vue – industriel, agricole, nouvelles technologies – tout en améliorant les services publics, l'éducation et la santé en priorité. Selon

la Banque mondiale, le Belarus a le taux de pauvreté le plus faible d'Europe. Comme dans l'ex-URSS, le travail est garanti à chaque citoyen. La Banque mondiale estime le taux de chômage en Biélorussie à 0,5% en 2015.

## L'offensive occidentale

L'évolution du Belarus, soit la seule continuité réussie de l'URSS, a été loin de plaire aux puissances occidentales comme les Etats-Unis ou l'Union européenne, qui espèrent toujours mettre la main sur les richesses du pays ou qui, comme l'OTAN, veulent le contrôler pour se rapprocher militairement de Moscou. Ce sont les raisons principales de la haine contre le Belarus. Les actions pour le « démocratiser » n'ont pas fait dans la dentelle. Il a même été déclaré comme faisant partie de l'« axe du mal » par l'administration Bush. Cette offensive existe de manière permanente et des structures d'intervention ont été mises en place, y compris par la création de pseudo organisations non-gouvernementales. Le Congrès américain a même voté, le 20 octobre 2004, une loi spécifique visant à « établir la démocratie au Belarus » (le Belarus Democracy Act of 2004). Cette loi budgète des dizaines de millions de dollars annuels afin de créer et soutenir une opposition en mesure de prendre le pouvoir à Minsk.

De même, l'argent coule à flots depuis diverses organismes étatiques – l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international), la NED (National Endowment for Democracy [présentée comme une organisation « privée non gouvernementale » mais quasi entièrement financée par Washington]), l'Union européenne, etc. – ou privés – comme les réseaux de George Soros ou des deux partis étasuniens. Ces « aides » sont d'ailleurs publiées sur internet sous couvert d'« actions pour la démocratie ».

Faire croire que les Bélarusses vivent sous la terreur est un autre axe de la désinformation. Ce peuple a de grandes qualités d'accueil et connaît très bien la situation des pays environnants, avec un enseignement des langues étrangères développé. Le niveau de vie est relativement élevé, sans misère apparente comme dans nos sociétés occidentales. Une société « apaisée », des gens détendus et souriants. Sans s'attarder sur ce que l'on peut ressentir là-bas, on est très loin de l'image donnée de ce pays, dont on ne montre pratiquement rien en dehors de manifestants pro-occidentaux, (([1] Rare exception, un petit reportage breton (septembre 2019) réalisé en dehors des médias dominants:

<https://www.tebeo.bzh/replay/587-bretons-dailleurs-en-bielorussie/10554946>))  
lesquels n'osent pas présenter ouvertement leur programme de privatisation générale avec adhésion à l'UE et à l'OTAN.

Pourtant les prédateurs occidentaux prêts à dépecer le Belarus savent ce qu'il y a à saisir dans ce pays, comme le souligne un rapport pour initiés d'Anders Aslund, l'un des auteurs de cette « thérapie de choc » qui a ravagé les autres pays de l'ex-bloc soviétique:

« Les touristes visitant la Biélorussie sont surpris. C'est la dernière

économie soviétique qui fonctionne réellement. [...] Cette économie industrialisée est dominée par une quarantaine d'entreprises publiques, notamment dans l'industrie lourde. Ils fabriquent toujours des produits [...] soviétiques, mais ce sont les meilleurs produits soviétiques que vous n'avez jamais vus. [...] Les problèmes macroéconomiques sont minimes. L'inflation est sous contrôle et avoisine les 5%. Le déficit budgétaire officiel est minime et la dette publique totale est plafonnée à 35% du PIB. [...] Dans l'ensemble, la structure de l'administration publique est en bon état, peut-être la meilleure de toute l'ex-URSS. [...] Il n'y a pas de grands entrepreneurs ou oligarques privés en Biélorussie. La corruption est encore étonnamment rare... »([2] A. Aslund, M. Haring, J.E. Herbst, A. Vershbow, « Biden and Belarus: A strategy for the new administration », Atlantic Council, 27 janvier 2021, accès: <https://bit.ly/3xa9gWB>))

La seule crainte pour les prédateurs occidentaux est la concurrence des oligarques russes, tout aussi rapaces, mais mieux placés si le système actuel était remplacé. Le Belarus subit ainsi une guerre souterraine qui peut un jour se transformer en guerre réelle, les pays voisins, Lituanie, Pologne ou Ukraine étant de plus en plus armés pour cela en prétextant la « menace russe ».

Pourquoi la population soutient-elle majoritairement Alexandre Loukachenko à chaque élection? Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, les Bélarusses ont pour la première fois de l'histoire une nation indépendante. Ensuite, ayant connu dans le passé une vie difficile, ils savent à qui ils doivent leur situation actuelle. Enfin, ils vivent dans une société sans problème sociaux importants.

Comment caractériser le système en vigueur au Belarus? Alexandre Loukachenko agit en fonction des droits qui lui sont conférés par une Constitution adoptée à une large majorité et par ses réélections successives. Il applique la politique pour laquelle il est élu en contrôlant étroitement son application, qu'il détaille très souvent sur les chaînes d'État – trop, pour certains. Il est possible de caractériser le système bélarusse comme « social-populiste », social par la conservation des aspects positifs de l'ex-URSS et populiste parce que le président se comporte comme « le père de la nation ». Mais le Belarus n'est pas un État socialiste au sens strict du terme, basé une démocratie directe telle celle pratiquée par la Commune de Paris.

Comme dans l'ex-URSS, existe au Belarus un appareil d'Etat qui a ses propres intérêts et qui pourrait s'opposer à des revendications allant dans un sens réellement socialiste, avec un pouvoir aux mains des travailleurs et travailleuses dans le cadre d'un Etat basé sur l'éco-socialisme. La pratique d'Alexandre Loukachenko est autoritaire dans le sens où il impose sa conception de l'évolution du pays, comme pour les agrovilles créées pour diminuer le fossé ville-campagne.

## L'avenir du Belarus

Sachant qu'il n'est pas éternel, Alexandre Loukachenko a proposé l'automne dernier qu'une nouvelle Constitution remplaçant le régime présidentiel par un régime basé sur la prédominance de l'Assemblée nationale soit discutée et soumise à votation. Le Belarus pourra-t-il continuer à se développer en résistant aux offensives hostiles, alors que la base du soutien majoritaire au président, soit la génération qui a connu les problèmes des dernières décennies du siècle passé, est remplacée graduellement par une jeunesse qui pourrait être moins insensible aux sirènes occidentales? L'avenir du Belarus est donc incertain.

### À propos de l'auteur

Ingénieur en électronique et horlogerie, Marcel Gerber a effectué 25 séjours au Bélarus depuis 2002.

### NOTES

---